

**FORMULAIRE DE REQUETE POUR ASSISTANCE
TECHNIQUE DU CENTRE ET RESEAU DES TECHNOLOGIES
CLIMATIQUES**

I- CANDIDAT/CONTACT:

- ◆ Entité Nationale Désignée : **KOUADIO Kumassi Philippe**
- ◆ Personne contact : **KOUADIO Kumassi Philippe**
- ◆ Fonction : **END Côte d'Ivoire**
- ◆ Téléphone: **(+225)07924334**
- ◆ Fax : **(+225)20210876**
- ◆ Email : **kumassi.kouadio@egouv.ci**
- ◆ Adresse postale : **20 BP 650 Abidjan 20**
- ◆ PAYS: **COTE D'IVOIRE**

II- TITRE:

Mise en place d'un **Système d'Information Environnementale (SIE)** capable de guider le choix d'une bonne politique de développement durable et de favoriser une gestion optimale des questions de changements climatiques.

**III- FOCUS GEOGRAPHIQUE: {SELECTIONNER LE NIVEAU
GEOGRAPHIQUE LE PLUS PERTINENT}**

Communautaire Infranational National Multinational

{S'il s'agit du niveau infranational ou multinational, veuillez indiquer ici le niveau concerné (provinces, Etats, pays, régions, etc.)}

**IV- SECTEUR/THEME {SELECTIONNER LE SECTEUR LE PLUS
PERTINENT}**

IV.1.- Atténuation

Energie Transport Industrie Agriculture

Foresterie Déchets Intersectoriel

IV.2.- Adaptation

Alerte précoce/Réduction des catastrophes Agriculture/pêche Foresterie Ressources en eau

Zones côtières/Océans Ecosystèmes et biodiversité Santé Humaine Infrastructure/Etablissement humain

Tourisme Entreprises Education Intersectoriel

V- AUTRES SECTEURS PERTINENTS :

{Indiquer les secteurs pertinents, uniquement ceux qui sont inclus dans la liste ci-dessus}

VI- FORMULATION DES PROBLEMES (ENVIRON UNE DEMI- PAGE)

En Côte d'Ivoire, les variations climatiques sont de plus en plus perceptibles à tous les niveaux et dans tous les secteurs d'activités. A cela, s'ajoutent les diverses pressions anthropiques et les risques de catastrophes naturelles de plus en plus récurrentes.

Dans la recherche de solutions à travers des mesures efficaces de lutte contre les effets néfastes des changements climatiques, et de prévention des catastrophes naturelles, les stratégies des différents mécanismes sous la Convention et le protocole de Kyoto (REDD+, MAAN, MDP, CRIC, etc.), et les stratégies nationales de développement (PND, DSRP, Politique environnementale, Stratégie nationale de développement durable, etc.) sont toujours confrontés à une dispersion ou une indisponibilité de données sur l'évolution du climat et les zones à risques.

Ainsi, lorsque surviennent des catastrophes naturelles, les mesures d'adaptation sont tardives et inappropriées. Ce qui engendre d'importantes pertes matérielles, financières et humaines.

De plus, le besoin d'informations sur l'évolution du climat par les divers secteurs de développement (agriculture, industrie, etc.) se fait de plus en plus pressant dans un monde qui subit de perpétuelles mutations climatiques et qui doit favoriser la mise en œuvre des concepts tels que le développement durable, l'efficacité énergétique, les transferts de technologies climatiques, l'écocitoyenneté, etc.

Aussi, la Côte d'Ivoire a-t-elle mis en place une plateforme de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) visant à prévenir et/ou faire face aux potentiels menaces issues des variations climatiques. Le fonctionnement de cette plateforme requiert une

Commented [M1]: Le lien, la pertinence et l'alignement entre le SIE et les mécanismes de planification du développement durable (MDP, NAMA, DSRP, etc.) ne sont bien mis en exergue.

En fait, la disposition d'un SIE fonctionnel est capitale dans la prise de décision. Donc, il faudrait simplement essayer d'élaborer davantage sur les avantages du SIE pour répondre efficacement aux CC et assurer une intervention durable et inclusive.

Le titre peut être reformulé de façon à faire ressortir l'aspect changement climatique car « environnement » reste un terme générique.

disponibilité de données à travers un système de management environnemental mettant en œuvre les données et les fonctions écologiques sur les changements climatiques.

Devant la pertinence de cette question, la Côte d'Ivoire s'est résolument engagé à mettre en place un Système d'Information Environnementale (SIE) à travers un Programme d'Investissement Public (PIP) issu du Plan National de Développement (PND).

La réalisation d'une telle vision de développement stratégique nécessite l'assistance technique d'experts internationaux ayant une expérience avérée en matière de création d'un outil de cartographie dynamique permettant de visualiser l'information territoriale sur les changements climatiques.

VII- ELABORATION DE LA REQUETE (ENVIRON UNE DEMI- PAGE)

La mise en place d'un Système d'Information Environnementale (SIE) est une innovation en Côte d'Ivoire. C'est l'un des rares projets qui bénéficient d'un financement à 100% de l'Etat de Côte d'Ivoire à travers le Programme d'Investissement Public (PIP) mis en œuvre chaque année. Afin d'être approuvé et financé, un projet soumis au PIP doit passer par plusieurs procédés de sélections avant leurs validations pour financements. Le projet SIE, faisant l'objet de cette requête, a été d'abord priorisé en interne au Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, ensuite a été examiné puis priorisé par le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement avant d'être enfin analysé et sélectionné par le Ministère délégué auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances. Ainsi, ce projet bénéficie d'un financement propre de l'Etat de Côte d'Ivoire et sera mis en œuvre sur une période de trois (3) ans.

Etant donné la disponibilité de financement pour ce projet, son innovation et son importance capitale, il a été décidé, après consultation interne au Ministère de l'Environnement, de la salubrité Urbaine et du Développement Durable, de le soumettre sous forme de requête au CRTC afin de bénéficier d'un appui technique international pour permettre la parfaite réalisation du Système d'Information Environnementale (SIE) de Côte d'Ivoire.

De plus, après l'atelier de renforcement des capacités des END d'Afrique francophone organisé en Côte d'Ivoire, la Coordination du projet, en collaboration avec l'END Côte d'Ivoire, a organisé un atelier regroupant tous les experts nationaux afin d'analyser le projet de requête dans toutes ses composantes et vérifier l'éligibilité de la demande.

{Expliquer comment la requête a été développée au niveau national et le processus utilisé par l'END pour approuver avant de le soumettre (quel était l'organisme leader, qui étaient les acteurs et quels étaient leurs rôles, quelles réunions ou autres consultations ont eu lieu pour développer et sélectionner cette requête).}

VIII- ASSISTANCE DEMANDEE (ENVIRON UNE PAGE)

L'objectif général de cette assistance technique demandée au CRTC vise à mettre à la disposition de l'équipe de coordination du projet SIE, un ou des experts internationaux afin d'assister et de mieux orienter les actions de mise en œuvre du projet. De plus, ces experts pourront donner leurs avis et faire des propositions techniques sur les outils à concevoir par les partenaires nationaux.

De façon spécifique, l'assistance technique sollicitée permettra de :

- Aider à la mise en place d'une stratégie efficace de collecte de données environnementales;
- Aider au renforcement des dispositifs d'acquisition de données et au choix des équipements de mesures appropriés à chaque type de donnée ;
- Appuyer les experts nationaux dans le développement d'applicatifs et dans le choix des logiciels adéquats ;
- Participer aux différentes étapes de validation des outils du SIE (rapports, SGBD, SIG, Convention cadre de partenariat, Charte SIE ; etc.);
- Renforcer les capacités techniques de la coordination du projet.

L'assistance technique sollicitée permettra, de façon générale, d'éviter certaines erreurs, d'avoir un Système d'Information Environnementale (SIE) souple, robuste, optimisé, dynamique et répondant aux besoins de tous les utilisateurs.

{Décrire l'objectif de l'assistance technique demandée au CRTC et les résultats attendus de l'assistance. Comment les résultats de l'assistance du CRTC seront utilisés pour résoudre les problèmes énoncés ci-dessus (liste des actions spécifiques).}

IX- CONFORMITE AVEC LES PRIORITES NATIONALES (ENVIRON UNE DEMI-PAGE)

La Côte d'Ivoire est résolument engagée dans la mise œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), notamment en son "objectif 7 : assurer un environnement durable". Pour atteindre cet objectif, il est indispensable de disposer de données environnementales capables d'orienter toutes politiques de développement durable.

Ainsi, ce projet a été sélectionné comme prioritaire par le Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement de Côte d'Ivoire. C'est ce Ministère qui a à charge l'élaboration, en collaboration avec les autres structures étatiques, des documents stratégiques sur les priorités nationales.

De plus, ce Système d'Information Environnementale (SIE) se présente comme un puissant outil décisionnel et d'orientations stratégiques pour une meilleure définition des actions prioritaires à mener dans le cadre des plans d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques. A titre d'exemple, il avait été mentionné dans le cadre du projet d'Evaluation des Besoins en Technologies (EBT), une option technologique visant à actualiser les calendriers cultureux dans le secteur agriculture.

Commented [M2]: Même si le SIE permet dans une certaine de renseigner sur les dispositifs et mécanismes de réponse aux catastrophes, le lien entre ce projet et le transfert de technologies climatiques n'est pas explicite.

Essayer de développer davantage sur la bien fondé et avantages de ce projet dans la dynamique actuelle des politiques climatiques (PAN, NAMAs entre autres)

Il également est référencé dans la matrice d'actions du Plan National de Développement (PND) de Côte d'Ivoire (PND, Tome IV : matrice d'actions, page 176).

{Expliquez comment l'assistance demandée correspond aux priorités nationales documentées (exemples de priorités nationales : le développement national, la réduction de la pauvreté, les changements climatiques et les technologies, les plans et stratégies, LEDES , MAAN , TAP , PAN , etc.) }

X- EFFORTS PASSES ET EN COURS (ENVIRON UNE DEMI- PAGE)

En Côte d'Ivoire, il existe une structure étatique intitulée l'Institut National de la Statistique (INS). Cette structure travaille en collaboration avec les ministères techniques tels que l'Environnement qui doit mettre à sa disposition un annuaire statistiques. Cet annuaire statistique fait mention, tout particulièrement, aux variations climatiques et aux mesures d'adaptation à prendre en cas de catastrophes naturelles. A titre d'exemple, un groupe de travail présidé par le Ministère de l'Intérieur et le secrétariat assuré par le Ministère en charge de l'Environnement, regroupant tous les ministères et structures techniques, est mis en place afin de déclencher un Plan ORSEC (programme d'organisation des secours à l'échelon départemental, en cas de catastrophe, permettant une mise en œuvre rapide et efficace de tous les moyens nécessaires sous l'autorité du préfet) en cas de catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrain, érosion côtière, etc.).

{Décrire les processus, les projets et les initiatives nationales passés et en cours, sur lesquels l'assistance pourrait appuyer, ou avoir un lien}

XI- BENEFICES ATTENDUS (ENVIRON UNE DEMI- PAGE)

La mise en place de ce projet permettra une meilleure visibilité de l'état de l'environnement en Côte d'Ivoire afin de prendre des mesures de prévention et de correction. De manière pratique, les options technologiques identifiées dans le cadre des projets tels que l'EBT, le MDP et les Communications nationales, seront mieux orientées pour répondre aux besoins d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et de leur atténuation.

Les bénéfices attendus de ce projet permettront, à la Côte d'Ivoire, de :

- Disposer d'une plateforme collaborative afin d'avoir des données dynamiques sur l'évolution du climat pour des actions sectorielles en matière d'adaptation ;
- Assurer le bon fonctionnement de la plateforme existante de réduction des risques de catastrophes naturelles en mettant à sa disposition des données actualisées sur l'évolution du climat ;
- Assurer la veille environnementale à travers des technologies adaptées ;
- Fournir des informations environnementales aux secteurs de développement (agriculture, industries, etc.) afin de mieux planifier leurs activités ;

{Décrire les effets à long terme qui découleront de l'assistance du CRTD, y compris la façon dont l'assistance permettra le transfert de technologies climatiques pour atténuer et / ou s'adapter aux changements climatiques, ainsi que les avantages économiques, sociaux et environnementaux attendus}

XII- DUREE DE L'INTERVENTION

03 mois discontinus pour chaque étapes du projet.

{Indiquer la durée de la requête proposée}

XIII- ACTEURS CLES

Partie prenante	Rôle dans la réponse
Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable	Veille à la réalisation de toutes les activités planifiées pour l'assistance technique
Cellule de Coordination du projet	Coordonne le projet et appuie techniquement l'expert CRTC
Comité National SIE	Faciliter les activités de l'expert CRTC par la levée de toutes les barrières
Consultants nationaux et internationaux recrutés dans le cadre du projet	Soumettre leurs travaux et leurs préoccupations à l'expert CRTC pour appui technique
Partenaires nationaux <ul style="list-style-type: none">- Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM)- Centre de Recherches Océanologiques (CRO)- Centre national de Recherches Agronomiques (CNRA)- Etc.	Se mettre à la disposition de l'expert CRTC


{Lister les principaux acteurs qui seraient impliqués dans la mise en œuvre de l'assistance demandée au CRTC, et quel serait leur rôle dans le soutien de l'aide (par exemple, les organismes gouvernementaux et les ministères, les institutions académiques et les universités, le secteur privé, les organismes communautaires, la société civile, etc.)}

XIV- SUIVI ET EVALUATION

En signant cette requête, je confirme que les processus sont mis en place dans le pays pour le suivi et l'évaluation de l'assistance apportée par le CRTC. Je comprends que ces processus seront explicitement identifiés dans le plan d'intervention en collaboration avec le CTC et seront utilisés dans le pays pour contrôler la mise en œuvre de l'assistance du CRTC.

Je comprends que, après la fin de l'assistance demandée, je dois soutenir les efforts du CRTC pour mesurer le succès et les effets du soutien apporté, y compris ses impacts à court, moyen et long terme dans le pays

XV- DATE ET SIGNATURE

<p>END : KOUADIO Kumassi Philippe</p> <p>Personne Responsable: KOUADIO Kumassi Philippe</p>	<p>Date : Vendredi 29 août 2014</p> <p>Signature : </p>
---	--